

*Les crédits*

Ce que nous essayons de faire, sans l'aide de l'opposition malheureusement, c'est de rendre le Canada concurrentiel à tous points de vue. C'est pourquoi nous avons vu dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis un moyen d'accroître la compétitivité du Canada. C'est pourquoi nous tenons à instaurer la taxe sur les produits et services pour que diminuent les prix de nos exportateurs et nos manufacturiers de sorte que non seulement nous puissions acheter à meilleur marché les produits fabriqués au Canada, mais que nous puissions aussi les exporter.

Ce sont des facteurs tout aussi importants que le degré de recherche et de développement que nous ferons. L'apport technologique dont nous avons si désespérément besoin dans notre pays constitue un autre facteur très important dont la motion à l'étude ne fait absolument aucun cas. Nous sommes saisis d'une motion qui aborde un aspect de la question sans tenir absolument aucun compte du reste, de sorte que la plupart d'entre nous ne pouvons l'accepter.

Quant à la recherche et au développement, aux sciences et à la technologie et leurs relations avec l'industrie, notre gouvernement a créé le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie pour assurer un lien entre les recherches fondamentales qui se pratiquent dans notre pays et les moyens nécessaires pour rendre nos industries concurrentielles. Ce sont ce lien et tous les facteurs qui s'y rattachent qui feront du Canada un pays compétitif. Non seulement le nouveau ministère accorde une très grande importance à la recherche et au développement, mais il inscrit les efforts à cet égard dans un contexte approprié qui a jusqu'à présent fait défaut au Canada.

Au cours de nos délibérations d'aujourd'hui, j'espère que les députés des deux côtés de la Chambre profiteront de l'occasion pour examiner la question dans un contexte plus vaste que la motion dont nous sommes saisis. Bien qu'importants, la recherche et le développement ne suffisent pas à rendre notre pays compétitif. Il ne suffit tout simplement pas que le gouvernement du Canada assume la responsabilité de tous les efforts du pays en matière de recherche et de développement. Le gouvernement ne peut s'en charger à lui seul.

Je crois que l'éminent scientifique canadien, M. Fraser Mustard, a bien expliqué au cours d'une récente entrevue le phénomène que j'essais de décrire. M. Mustard a parlé du «sens inné des affaires» du Canada, notant qu'il se concentre sur des «bénéfices à court terme et rapides», et qu'il considère le gouvernement comme le seul responsable du financement de l'innovation scientifique.

Ce qu'il faut, c'est consacrer beaucoup d'accent aux sciences et à la technologie dans toute l'économie: l'industrie, les universités, les gouvernements provinciaux de même que le gouvernement du Canada.

Le gouvernement fédéral a certes un grand rôle à jouer dans ce domaine. Toutefois, en déposant cette motion aujourd'hui, le chef de l'opposition est déjà conscient du niveau élevé de financement que le gouvernement du Canada accorde actuellement aux sciences et à la technologie.

Les dépenses fédérales revêtent diverses formes. Elles comprennent le soutien des conseils de subvention de la recherche universitaire, du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, du Conseil de recherches médicales et du Conseil de recherches en sciences humaines. Les députés se souviendront que, en mai 1988, le gouvernement a annoncé qu'il augmentait de 200 millions de dollars les fonds accordés à ces conseils. Ils se rappelleront également que, dans le récent budget du ministre des Finances, les conseils dispensateurs de subventions ont bénéficié d'un traitement spécial: leurs augmentations seront d'environ 8,6 p. 100 au cours de la prochaine année. Cela témoigne de l'engagement du gouvernement à former une main-d'oeuvre de haute qualité et à promouvoir la recherche et le développement dans nos universités.

La Chambre est également au courant, car nous en avons parlé à maintes reprises, du programme des réseaux de centres d'excellence, où 240 millions de dollars sont engagés pour promouvoir la mise en place des réseaux qui sont tellement nécessaires dans le domaine de la recherche préconcurrentielle que le Canada n'a pas très bien effectuée par le passé et à laquelle aucun gouvernement n'a pu s'attaquer jusqu'ici. Le gouvernement actuel tente de réunir les universités et l'industrie afin de promouvoir ces réseaux, pour que le pays puisse disposer de la masse critique de recherche et de développement dont il a besoin.

• (1350)

Nous avons également parlé à la Chambre du Programme des technologies stratégiques pour demander au secteur industriel de prendre la tête du peloton, de se concerter et d'unir ses efforts à ceux des universités et des laboratoires gouvernementaux afin de favoriser l'essor des technologies que nous avons jugées capitales pour l'avenir de notre pays, à savoir les technologies informatiques, les biotechnologies et les technologies des matériaux industriels de pointe. Nous avons fait cela et nous avons prévu les sommes nécessaires.

Le gouvernement fédéral a dépensé 5,1 milliards de dollars sur le chapitre des sciences et de la technologie en 1989 et 1990. Cela représente 4,9 p. 100 des dépenses de programmes totales du gouvernement. C'est beaucoup d'argent. On estime à trois milliards de dollars les dépen-